

Groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation étudiante des années 1990 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.

## DÉCLARATION DE GENERATION-90 SUR LES ÉVÉNEMENTS DU TCHAD

**GENERATION-90 appelle à des sanctions de l'UA contre le Tchad et le Conseil Militaire de Transition (CMT) afin de décourager les autres tentatives de succession dynastique en préparation en Afrique Centrale !**

### I. Les FAITS

La mascarade électorale du 11 avril 2021 au Tchad, boycottée par l'opposition, a marqué l'entrée en jeu d'une coalition de mouvements rebelles dénommée le FACT (Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad). Saisissant l'occasion de cette élection dont les résultats étaient connus d'avance, le FACT a entrepris de marcher sur N'Djamena pour déloger le Maréchal Idriss Deby Itno (MIDI) qui s'accroche au pouvoir depuis 1990 par des hold-up électoraux successifs.

Les difficultés rencontrées par les forces loyalistes tchadiennes à repousser les rebelles, venus du nord, à la frontière Libyenne, amenèrent le Marechal autoproclamé du Tchad à monter lui-même au front, convaincu de sa puissance et de sa prétendue invulnérabilité célébrée par ses courtisans. Le 20 Avril, la commission électorale a déclaré, sans surprise, Idriss Deby vainqueur de l'élection du 11 avril pour sixième mandat d'affilé, avec près de 80 % des suffrages exprimés. Quelques heures après, le chef d'État-major de l'armée Tchadienne informait l'opinion que le MIDI a été tué au front par les rebelles du FACT, et annonçait dans la foulée, la prise du pouvoir par un Conseil Militaire de Transition (CMT) dirigé par le Général Mahamat Idriss Deby Itno, le fils du président défunt, au mépris des dispositions de la constitution Tchadienne. Le 23 Avril, lors des obsèques du MIDI, alors que le Président en exercice de l'UA appelle à « un retour à l'ordre constitutionnel et à une transition pacifique, inclusive et démocratique au Tchad » le président Français déclarera que « *la France ne laissera personne menacer l'intégrité et la stabilité du Tchad* ».

### II. L'ANALYSE DE GÉNÉRATION-90

La mort brutale et inattendue de Idriss Deby, aussi tragique qu'elle aura été, offre fort heureusement au Tchad, l'unique occasion, depuis l'indépendance du pays, de se réinventer et de se réconcilier avec lui-même, afin de taire à jamais le syndrome déstabilisant des groupes politico-armés et leurs métastases, qui plongent le pays dans une instabilité chronique depuis plus d'un demi-siècle. Pour cela, la communauté internationale en général et l'Union Africaine en particulier, devront jouer sans complaisance leur partition pour l'avènement d'un ordre démocratique dans le pays.

La lenteur dans la réaction de l'Union Africaine sur la situation du Tchad et le fait qu'elle n'ait toujours pas déclenché, 3 semaines après la prise illégale du pouvoir à N'djamena par le CMT, la batterie de sanctions prévue par la charte de l'organisation, prouve que les tergiversations incompréhensibles de l'organisation panafricaine dans le traitement de la crise au Tchad cachent mal son parti pris pour la nouvelle junte dynastique qui a usurpé le pouvoir à N'djamena.

Notre suspicion est davantage renforcée par les déclarations de l'Ambassadeur Mohamed Idriss Farah, le président du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), chef de la mission qu'une délégation de l'UA a effectuée début mai au Tchad, sur les ondes de RFI en date du 03 Mai 2021. L'Ambassadeur Mohamed Idriss Farah est plus préoccupé par une enquête sur les «conditions de la mort de Idriss Deby» et hésitant voire réfractaire à l'idée de sanctionner le Tchad. Pour lui, « *les sanctions pourraient être nuisibles car le Tchad est un pays qui a toujours connu la guerre et qui est engagé sur plusieurs fronts, avec le G5 Sahel, Boko Haram dans le Bassin du Lac Tchad et des sanctions pourraient remettre en cause ces engagements* » (sic). L'Ambassadeur Idriss Farah ne s'arrête pas là ; « *Nous avons l'habitude de sanctionner les pays qui sortent du cadre constitutionnel, mais la différence de [notre] mission c'est d'essayer de comprendre, ne pas seulement parler aux autorités de*

*Groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation étudiante des années 1990 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.*

---

*transition, mais également de parler à tous les acteurs et c'est cela qui permettra, très certainement au Conseil de prendre la décision la meilleure pour ce pays ». Flagrant délit de connivence avec la junte ! Il y a eu une prise de pouvoir antidémocratique par une junte militaire et la charte de l'UA a prévu des sanctions dans de telles situations. Les progressistes africains n'attendent de l'UA, ni plus ni moins que l'application de sa propre charte.*

Cette profonde apathie de l'Union Africaine s'accompagne de la démission, pas d'ailleurs surprenante, des Etats voisins et de la CEMAC vis-à-vis de la crise au Tchad. Pourtant, une implosion du pays aurait des répercussions incalculables dans toute la sous-région Afrique Centrale et dans le Sahel, déjà déstabilisé par l'implosion de la Lybie.

Le conflit au Tchad vient une fois de plus, mettre en exergue l'inutilité, la paralysie et le désarmement total de la CEMAC face aux crises qui éclatent dans la sous-région et montre que cette organisation est au dernier rang des ensembles sous-régionaux Africains, non seulement en matière d'intégration sous-régionale, mais aussi sur le plan du règlement des conflits et de la construction d'une paix durable. Alors que la libre circulation des biens et des personnes est une réalité dans les autres espaces sous régionaux du continent, elle reste une illusion chimérique dans l'espace CEMAC, alors qu'elle tient une place de choix dans les textes de l'organisation...

Dans les autres sous-régions (CEDEAO, CEMAC, SADC...), les Organisations sous régionales sont à l'avant-garde dans la recherche des solutions aux crises politiques ou militaires. Signalons l'implication de la CEDEAO dans les négociations pour le respect de la constitution malienne après le renversement du Président Ibrahim Boubacar Keita ou le rôle joué par la SADC au Zimbabwe après le coup d'État contre le Président Robert Mugabé.

Cette incapacité de la CEMAC à réagir aux crises qui éclatent dans la sous-région, est consubstantielle à la nature autoritaire, antidémocratique et même dictatoriale, des régimes au pouvoir dans la région, à l'exception de la RCA, où l'on compte les chefs d'Etats les plus anciens en Afrique et même dans le monde: 42 ans pour Obiang Nguema M'basogo de Guinée Equatoriale, 39 ans pour Paul Biya du Cameroun, 36 ans pour Sassou Nguesso du Congo, 52 ans pour Bongo Ondimba père et fils. Les absences très remarquées de tous ces dinosaures d'Afrique centrale aux obsèques du MIDI le 23 avril à N'Djamena, ont montré l'indifférence des chefs d'Etat de la sous-région à la situation du Tchad. Il ne faut donc rien attendre de la CEMAC dans la résolution de la crise tchadienne, les leaders de la sous-région semblant plus préoccupés par leur longévité politique que par les urgences de l'heure au Tchad.

La région CEMAC reste le ventre mou de la démocratie en Afrique, avec des régimes claniques pluri décennaux et qui ne sont pas à l'abri du schéma tchadien. La complaisance et la compréhension suspectes de l'Union Africaine au Tchad pourrait servir de modèle, donner des idées aux régimes despotes de la sous-région et constituer un blanc-seing à d'autres successions de type dynastique en dehors de tout cadre constitutionnel, comme ce qui se passe en ce moment au Tchad. Il convient donc de décourager définitivement ce type de succession en œuvrant, sans concessions, à l'application du schéma de succession prévu par la constitution du Tchad. Cela aura le mérite de décourager de telles fumisteries politiques dans la sous-région. L'article 81 de la constitution tchadienne dispose qu'en cas de décès du président, la vacance est assurée par le président de l'Assemblée nationale. L'argutie selon lequel le président de l'Assemblée Nationale aurait décliné «l'offre de succession» n'est pas acceptable car l'Assemblée Nationale dispose d'un bureau dont les membres par ordre protocolaires sont des successeurs potentiels en cas vacance du pouvoir.

Pour bien montrer comment la succession dynastique au Tchad pourrait faire des émules en Afrique Centrale, il est important de signaler que depuis le coup d'état du CMT au Tchad et la prise illégale du pouvoir par le Déby-fils, un mystérieux « Mouvement des Franckistes » a vu le jour au Cameroun. Le but de cette nébuleuse

### 3 GENERATION-90

*Groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation étudiante des années 1990 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.*

est de promouvoir la prise du pouvoir par Franck Biya, le fils aîné de l'autocrate Camerounais. Autant dire que la fermeté avec laquelle l'Union Africaine traitera le dossier tchadien encouragera ou découragera les prochaines successions de type dynastique en préparation dans les régimes autoratiques d'Afrique centrale.

### III. LA POSITION DE GENERATION 90

Considérant ce qui précède, **GENERATION-90**:

**1. Apporte son soutien inconditionnel aux forces démocratiques et au peuple du Tchad dans leur lutte pour le respect des dispositions constitutionnelles** prévues en cas de vacance du pouvoir. Le «*modèle Malien*» avec un Président de Transition civil, choisi de préférence parmi les membres du bureau de l'Assemblée Nationale, et un Vice-Président militaire chargé des questions de sécurité, que propose une bonne frange de la Société Civile et de l'opposition tchadiennes, nous semble un pas dans la bonne direction que l'Union Africaine devrait explorer

**2. Dénonce fermement le parti pris manifeste de la Commission de l'Union Africaine en faveur du CMT** et les propos du président du Conseil de Paix et de sécurité (CPS) sur une radio internationale appelant à la «compréhension» pour le coup d'état au Tchad

**3. Demande le dessaisissement de Moussa Mahamat Fakir du dossier Tchadien pour conflit d'intérêts évident.** Le Président de la Commission de l'UA doit toute sa carrière au sein du régime Deby dont il a été Ministre des affaires étrangères et Premier Ministre, avant d'être propulsé à la tête de la Commission de L'UA par une diplomatie offensive du défunt président Deby

**4. Appelle l'Union Africaine à prendre des sanctions prévues par la charte de l'organisation contre les autorités illégales et illégitimes du CMT** afin de ne pas remettre en cause la crédibilité de l'organisation, qui a fait montre ces dernières années de sa capacité à faire respecter l'ordre constitutionnel sur le continent

**5. Apporte son soutien au Président Mohamed Bazoum du Niger, négociateur désigné du G5-Sahel, et lui souhaite plein succès dans sa lourde mission pour œuvrer à un retour immédiat à l'ordre constitutionnel et démocratique au Tchad.** Au vu de la complexité de la situation Tchadienne, GENERATION-90 voudrait proposer en plus, la désignation d'un envoyé spécial de l'UA pour faciliter les négociations entre l'opposition politique, les groupes politico-armés et la Société Civile afin de trouver une solution durable à la crise politico-militaire dans laquelle est empêtrée le Tchad depuis un demi-siècle. **Dans cet ordre d'idée GENERATION-90 suggère l'ex-président Nigérien Mahamadou Issoufou, lauréat du Prix Mo Ibrahim pour cette tâche, compte tenu son expérience dans le Sahel**

6. Appelle tous les démocrates Africains et toutes les forces démocratiques du monde libre à soutenir le peuple Tchadien dans sa lutte contre la dictature dynastique des Deby soutenue par l'impérialisme français.

Fait à Berlin, le 10 Mai 2021

Pour le Comité Exécutif de GÉNÉRATION-90,

**TENE SOP**  
Coordonnateur Général

**JOMBWE MOUDIKI**  
Secrétaire Général

**GENERATION-90** est un groupe de réflexion et d'action regroupant d'anciens dirigeants de la contestation étudiante des années 1990 et 2000 au Cameroun et qui vise à contribuer aux débats sur l'évolution socio-politique du Cameroun et de l'Afrique.

Contact: [thinktank.generation.90@gmail.com](mailto:thinktank.generation.90@gmail.com) | Tel: +49 176 55 76 76 97